

« Le sort de Gandrange se joue dans les deux semaines »

L'aciérie de Gandrange promise par ArcelorMittal à la restructuration peut rebondir. Selon l'expert, en investissant 45 M€ dans l'outil et la formation, l'usine peut dégager des bénéfices dès la fin 2009. « Fermer Gandrange serait un non-sens ! » disent les syndicats CFDT-CFE/CGC.

Fermer Gandrange alors qu'on a jamais eu autant besoin d'acier et que l'Europe est pour la première fois déficitaire en produits sidérurgiques est incompréhensible ! » Le rapport du cabinet d'expertise Syndex mandaté par le comité d'entreprise de l'aciérie de Gandrange met fortement l'accent sur « ce contrepied à la conjoncture sidérurgique européenne. » Les syndicats CFDT-CFE/CGC ont levé le voile hier sur les principales conclusions de ce contre-projet voulu par le comité d'entreprise et l'intersyndicale d'alors CFDT-CGT-CFE/CGC. Cette dernière a éclaté par la suite, la CGT privilégiant une seconde alternative avec la solution d'un repreneur extérieur, alors que les deux autres excluaient une sortie du groupe. (R.L. du 6 mars). Le cabinet Syndex stigmatise, selon les syndicats, « le pilotage économique de l'usine et ses nombreux dysfonctionnements » attribués pour l'essentiel à un recrutement massif à partir de 2005, sans l'indispensable mise à niveau du personnel. « Pour nous l'origine des déficits vient de là : 300 personnes sans formation. Ce déficit de transmission des compétences a fini par dégrader les résultats alors que le marché était exceptionnellement bon » remarque Pierre Sutter de la CFE/CGC. « La direction des aciers longs Europe a mis en cause le prix de la matière première, de la ferraille alors qu'elle était systématiquement reperçue sur le prix des produits » ajoute Edouard Martin de la CFDT lequel met directement en cause la direction « allemande des aciers longs du groupe qui

voulait privilégier les sites Outre-Rhin. » Gandrange serait ainsi passé à côté de quelque 100 M€ d'entrées supplémentaires assurées par les syndicats.

« Produire 1,150 Mt fin 2009 ! »

Pour redresser la barre, Syndex préconise une solution mêlant habilement la culture Arcelor à celle de Mittal. Il recentre l'activité sur quatre métiers, avec l'avantage de n'utiliser que l'aciérie électrique en se passant de la fonte livrée par le voisin des aciers plats de Florange. Les aciers de niche, à haute valeur ajoutée chers à Arcelor destinés à l'étrépage et à la forge (produits pour l'automobile) d'une part, les aciers plus communs d'autre part dont les fils (tréfilage) et barres destinés à la construction actuellement en pleine croissance et où la part de marché d'ArcelorMittal reste faible en Europe et sur lequel l'italien Riva à Neuves-Maison (54) détient quasiment le monopole. « On concentre les productions sur ces 4 filières, pour réguler le fonctionnement de l'aciérie » disent les deux syndicats. La remise à niveau des installations de l'aciérie coûterait entre 30 et 40 M€. Mais c'est bien la mise en place d'un dispositif exceptionnel de formation du personnel par le biais du tutorat sur le site pendant 10 mois pour un coût estimé de 3,5 M€ qui constitue la pierre angulaire du contre-projet. L'augmentation progressive de la production d'abord à 1,05 Mt puis 1,150 Mt en sorties de coulées continue « permettra de dégager entre 60 et 110 M€ de résultats 18 mois après, dès



L'aciérie de Gandrange aurait encore de l'avenir selon le contre-projet présenté par les syndicats CFE/CGC-CFDT.

la fin 2009. Fermer Gandrange dans ces conditions serait un non-sens ! » clame Pierre Sutter de la CFE/CGC. Reste le plus difficile « convaincre la direction » qui rendra son verdict au

CE du 4 avril. D'ici là, les politiques qui suivent le dossier de près, pourraient peser dans la balance. Mais à l'instar des syndicats, ils apparaissent aussi divisés. « L'Elysée pousse

à trouver un repreneur, Bercy préfère la solution au sein du groupe. Gandrange joue sa vie dans les 15 jours ! » glisse la CFDT.

Bernard KRATZ

Que fera Lakshmi Mittal ?

• **Comité d'entreprise** : Il sera réuni ce matin et examinera le contre-projet présenté par Syndex. Que se passera-t-il si d'aventure, la CGT venait à proposer également le sien, construit sur l'hypothèse d'un repreneur extérieur avec plus de 145 M€ d'investissement pour construire un nouveau four dans l'aciérie ? « Si cela advient, on pourra difficilement refu-

ser de l'examiner » concèdent CFDT et CFE/CGC.

• **Repreneur ou pas** : CFDT et CFE/CGC restent sceptiques sur l'hypothèse d'un repreneur qui injecterait 145 M€ dans le site. Même Romain Zalewski, le milliardaire polonais qui a fait connaître son intention de reprendre l'usine, ne les convainc pas. « C'est vrai que Mittal lui doit en partie la réussite de l'OPA car il possédait 7 % d'Ar-

celor, et avait soutenu le magnat indien. Mais je crois que c'est un homme de coups financiers. Il n'est pas un industriel. Il investira avant de revendre. Ça ne résoudrait rien » assure la CFDT. « Et puis pour qu'il y ait repreneur encore faut-il que Lakshmi Mittal veuille bien vendre » continue le syndicat.

• **Compte-à-rebours** : « En cas de reprise nous voulons des garanties de l'Etat. Pas question

de laisser filer les salariés dans l'aventure sans garanties » ajoute la CFDT. Cette dernière évoque le compte-à-rebours engagé jusqu'à la décision de Lakshmi Mittal qui devrait intervenir vers la fin mars. « Si les politiques doivent s'en mêler, que l'Etat organise des tables rondes avec nous, les experts, la direction. »

• **Investissements** : Selon les syndicats, l'expert après son

enquête, a constaté que le groupe ArcelorMittal comptait engager 35 M€ d'investissements de sa capacité de production d'acier en Europe de l'Ouest dont 9 M€ à Hambourg, 2 M€ à Duisbourg et 23 M€ pour moderniser les installations au Luxembourg, en particulier Schifflange et son train à fil (alimenté par Gandrange) et l'aciérie de Rodange.

B. K.